

2013-06-07

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Dynamique structurelle du commerce extérieur de la Belgique

(Article pour la Revue économique de juin 2013)

Le mouvement de libéralisation des échanges commerciaux et financiers, la réduction des coûts de transport et les progrès des technologies de l'information et de la communication ont induit une profonde mutation de l'environnement international. L'interpénétration des économies s'est ainsi fortement accrue, ce qui s'est traduit par une intensification des échanges internationaux de biens et de services. Dans ce contexte, la nature des marchandises et des services échangés s'est diversifiée, et la liste des partenaires commerciaux s'est étendue.

L'article présente une analyse de la dynamique structurelle du commerce extérieur de la Belgique de 1995 à 2011. L'objectif est double. Il s'agit, d'une part, d'évaluer les changements structurels apparus ces 15 dernières années et, d'autre part, de disséquer la récente période de crise.

Partant du constat que le solde courant s'est dégradé de manière quasi continue au cours des 15 dernières années, l'analyse des données macroéconomiques montre que son origine se situe en grande partie dans la hausse du prix des énergies fossiles, qui a entraîné un fort renchérissement des importations. Si le dynamisme des exportations de services a pu contribuer positivement à la balance courante de la Belgique, il n'a cependant pas suffi pour compenser la détérioration des termes de l'échange. En effet, les entreprises belges se sont trouvées dans l'incapacité d'accroître suffisamment le montant des exportations de marchandises. Du reste, la part de la Belgique dans les exportations totales vers ses principaux marchés s'est réduite de 2,6 % par an en moyenne au cours de la période 1995-2011. Si cette diminution est commune à l'ensemble des pays industrialisés et traduit un rééquilibrage du commerce mondial en faveur des économies émergentes (Chine, Russie, pays de l'ex-Europe de l'Est), elle a toutefois été plus prononcée en Belgique qu'aux Pays-Bas et en Allemagne.

Ces évolutions macroéconomiques relativement défavorables masquent cependant de profonds changements structurels, que l'analyse des données microéconomiques au niveau des entreprises permet de mettre en évidence. Ainsi, en 2005, 90 % des entreprises (hors banques et compagnies d'assurances) n'étaient actives que sur le marché belge tout en ne faisant pas partie d'un groupe international, 6% étaient des *one-way traders*, c'est-à-dire des sociétés soit importatrices soit exportatrices, 3 % étaient des *two-ways traders*, c'est-à-dire des firmes à la fois exportatrices et importatrices et, enfin, 1 % appartenaient à un groupe international, soit comme filiale d'une entreprise étrangère, soit comme maison mère d'une multinationale belge.

Même si leur nombre est relativement limité, les multinationales actives en Belgique représentent près de 45 % de la valeur ajoutée et 36 % des emplois dans le secteur privé, hors banques et compagnies d'assurances. De même, elles influent lourdement sur le commerce extérieur de la Belgique, puisqu'elles s'arrogent près de 73 % des exportations et importations de biens et de services. Ces éléments illustrent l'importance de la compétitivité externe des entreprises pour l'économie belge.

Si l'on considère la décomposition de la croissance annuelle des exportations au cours de la période 2007-2011, les résultats montrent que celle-ci avait pour principale origine le développement des relations commerciales existantes plutôt que la création de nouvelles transactions. Toutefois, une ventilation plus détaillée des relations commerciales existantes en « relations créées au cours des trois dernières années » et « anciennes relations commerciales » montre que ce sont les premières qui contribuent le plus à la progression des exportations, particulièrement lors de la reprise de ces dernières observée en 2010. À l'opposé, la chute des exportations en 2009 était essentiellement imputable aux relations commerciales établies avant 2006.